

# «Viola Amherd peut changer l'image de l'armée»

**CONSEIL FÉDÉRAL** L'arrivée d'une nouvelle cheffe à la tête du Département de la défense enthousiasme les militaires. Président de la Société suisse des officiers, le colonel Stefan Holenstein s'exprime sur le sujet

PROPOS RECUEILLIS  
PAR BORIS BUSSLINGER, BERNE  
@BorisBusslinger

Le nouveau chef de l'armée suisse est une femme: Viola Amherd. Si bien des pays ont déjà nommé une dirigeante à la tête du Ministère de la défense, notamment la France, l'Allemagne ou encore l'Italie, c'est une grande première en Helvétie. A la tête de la grande muette, la Haut-Valaisanne aura près de 160 000 hommes – et un peu plus de 10 000 femmes – sous ses ordres. Au sein d'une armée en grave déficit d'image, son arrivée suscite l'espoir.

**Viola Amherd dirigera la Défense suisse. Une bonne nouvelle?** Comme président de la Société suisse des officiers, et à l'instar d'une très grande majorité de mes collègues, je peux vous dire que les réactions sont positives. Je salue le fait que cette fonction revienne pour la première fois à une femme, c'est un tournant. Viola Amherd dispose d'une chance historique de dépolvériser et de réorganiser ce département.

**Est-ce nécessaire après Guy Parmelin?** Guy Parmelin n'a dirigé le département que pendant trois ans. C'est trop court pour présenter un bilan équilibré. Si je note qu'il a toujours été à l'écoute des demandes



STEFAN HOLENSTEIN  
PRÉSIDENT DE LA SOCIÉTÉ  
SUISSE DES OFFICIERS

**«Viola Amherd dispose d'une chance historique de dépolvériser et de réorganiser ce département»**

de l'armée de milice et qu'il a eu le courage de lancer un nouvel arrêt de planification [le renouvellement des moyens de protection de l'espace aérien, ndlr], presque tous ses projets sont encore en chantier. Et plusieurs scandales resteront: l'affaire des notes de frais, l'abandon brutal du système de défense antiaérienne Bodluf ou encore la suspension inattendue du divisionnaire Stettbacher, le médecin en chef de l'armée.

**Qu'attendez-vous de Viola Amherd?** Qu'elle prenne immédiatement son rôle de cheffe et qu'elle adopte une communication proactive avec la population et les membres de l'armée. Une véritable opportunité existe d'installer une nouvelle culture de conduite dans le département. En tant que femme, et en tant

que cheffe, elle a l'occasion de donner un nouvel exemple.

**Sa féminité représente-t-elle un atout?** En principe, cela n'est pas décisif. Mais le fait qu'elle est une femme peut contribuer à changer l'image de l'armée, qui n'a que 0,7% de femmes, soit le taux le plus bas d'Europe. Alors que nous perdons de plus en plus de recrues masculines, la quantité de soldates augmente. Même si cela ne représente qu'un petit nombre de personnes, et qu'elles ne pourront pas combler le manque d'hommes, les femmes qui s'engagent disposent toutes de grandes qualités. Mme Amherd peut contribuer à susciter des vocations militaires chez les femmes suisses et – c'est peut-être le plus important – elle peut les sensibiliser aux enjeux des prochaines élections, cruciales pour l'armée. Il faut les convaincre de voter dans son sens, nous parlons de plus de 50% de la population!

**Qu'en est-il des autres dossiers en suspens?** L'arrêt de planification de l'armée nécessite une réaction rapide et efficace. A l'heure actuelle, même les partis bourgeois sont dubitatifs. Il est impératif de recueillir une majorité et de trouver une solution. J'espère en outre que Viola Amherd redonnera le blason du Département de la défense, qui est largement sous-estimé. Ce n'est pas la cinquième roue du carrosse! Outre l'armée, le service regroupe la protection de la population et les services de renseignement. Ses tâches sont primordiales pour la stabilité et la prospérité de notre pays. On l'a vu à Strasbourg il y a quelques jours, le terrorisme n'est pas très loin. ■

## MAIS ENCORE

**La Cour des comptes épingle l'EMS de la Maison de Vessy**

Le service des ressources humaines de l'EMS de la Maison de Vessy (GE) a été incapable d'assurer sa mission, et ce depuis plusieurs années. Ce constat sans appel a été dressé par la Cour des comptes dans un rapport présenté vendredi. Le gendarme de l'administration s'est penché sur l'EMS après que des éléments inquiétants lui sont arrivés aux oreilles. Des informations mentionnaient notamment un climat de travail tendu et un taux d'absentéisme important. ATS

# A Genève, la prodigalité chasse les économies

**FINANCES** Scénario inédit pour le budget 2019 du canton: l'extrême gauche a fait plier le gouvernement. Il y aura davantage d'argent pour la santé et le social et les charges augmenteront de 3% l'an prochain

LAURE LUGON ZUGRAVU  
@LaureLugon

La sérénité au détriment des économies. C'est en ces termes qu'on peut qualifier le budget 2019 de l'Etat de Genève (8,58 milliards de charges et 8,61 milliards de revenus), accepté hier au Grand Conseil par 52 voix pour, 43 contre et une abstention.

Ce budget est résolument prodigue, avec 377 postes créés dans la fonction publique et une hausse des charges de 3%. Les grands gagnants seront les Hôpitaux universitaires, l'Hospice général, les soins à domicile, les EMS et, dans une moindre mesure, la protection des mineurs et des adultes, les infirmières scolaires et la police. Le bénéfice prévu, qui se montait à 235 millions après des prévisions fiscales revues à la hausse, a fondu à 27,8 millions. En ces circonstances, le Cartel intersyndical va pouvoir ranger ses banderoles et s'épargner ses traditionnelles manifestations sous les fenêtres des élus.

Cette performance revient à l'extrême gauche, qui a réussi à faire reprendre à son compte par le Conseil d'Etat une série d'amendements capables de faire basculer le parlement. Ensemble à gauche, qui avait refusé le budget en Commission des finances pour des raisons diamétralement opposées à la droite, a à présent marchandé ses voix: il en coûtera au canton 25 millions supplémentaires. La gauche radicale a entraîné derrière elle les socialistes, les Verts et le Mouvement Citoyens genevois, jamais en retard pour soutenir la fonction publique.

Le PLR et le PDC, résolument opposés aux largesses, n'ont pas réussi à réunir des majorités avec

leurs propositions. Le PDC, considéré à tort comme l'arbitre, a échoué à rallier à son idée de la tempérance, soit ramener la hausse des charges à 1,5%. Il a été raillé par la gauche, comme le socialiste Thomas Wenger, saluant «un budget solidaire, responsable et nécessaire» et accusant le parti du centre «d'avoir eu l'obsession de couper, peu importe où». «Pour nous, il n'était pas question de couper dans les prestations existantes, mais de limiter les charges, justifie Jean-Luc Forni. Comment allons-nous désormais financer nos investissements sans creuser la dette? Cette politique est très risquée et totalement déraisonnable.»

## «Conseil d'Etat craintif»

Dans une législature troublée par «l'affaire Maudet», le Conseil d'Etat ne craignait rien tant que de se retrouver tout nu et de devoir fonctionner l'année prochaine sur des douzièmes provisoires. D'autant plus qu'il redoute aussi les prochaines échéances, la réforme de la Caisse de prévoyance de l'Etat (CPEG), la réforme fiscale des entreprises (RFFA), la mise en service du Léman Express, comme l'a rappelé la conseillère d'Etat Nathalie Fontanet. Oubliées, par conséquent, les promesses passées du gouvernement: «Aucune réforme structurelle n'est présente dans ce budget, rappelle le PLR Cyril Aellen. On a un Conseil d'Etat fébrile et craintif face aux revendications excessives du Cartel intersyndical. Son président, Marc Simeth, est l'homme le plus influent sur les décisions du Conseil d'Etat.»

Il est inédit que le gouvernement s'impose de reprendre des revendications d'un groupe d'extrême gauche non représenté au gouvernement, constate la droite genevoise. Elle l'aurait peut-être compris si le Conseil d'Etat avait marchandé la réforme de la CPEG. Mais là, elle a avalé de travers la traditionnelle soupe de l'Escalade servie à l'issue du vote. ■

# Le château d'Hauteville vendu à une université américaine

**VAUD** La famille Grand d'Hauteville a trouvé un acquéreur en la Pepperdine University, qui fera du prestigieux monument l'un de ses campus européens

En vente depuis des années, le château d'Hauteville, au-dessus de Vevey, a trouvé un acquéreur. La famille Grand d'Hauteville l'a cédé à la Pepperdine University, une université privée américaine dont le siège est à Malibu, en Californie.

Avec sa situation dans un «cadre à couper le souffle» constitué par le lac Léman et les Alpes, cette propriété offrira un lieu exceptionnel aux étudiants de l'université, selon un communiqué de l'acquéreur reçu par *Le Temps*. Pepperdine se décrit sur son site internet comme une «université attachée aux normes d'excellence académique et aux valeurs chrétiennes les plus strictes». Liée à l'Eglise du Christ, elle possède déjà une petite antenne à Lausanne.

## Au milieu des champs

Le château d'Hauteville, à Saint-Légier-La Chiéssaz, date du XVIII<sup>e</sup> siècle et représente une valeur patrimoniale considérable. Il était vide depuis le décès de ses derniers occupants. La vente de son contenu, il y a trois ans, avait suscité beaucoup d'intérêt, ainsi qu'une polémique sur le choix du canton de Vaud de laisser filer ce patrimoine. Le château, qui appartient au Grand d'Hauteville depuis deux cents ans, est entouré par 30 hectares de champs et de vignes, qui constituent un véritable poumon de verdure sur la Riviera vaudoise.

Le montant de la transaction n'a pas été communiqué. Mais le coût de la rénovation des bâtiments, dont



Le château d'Hauteville, à Saint-Légier, au-dessus de Vevey. (CHRISTIAN BRUN/KEYSTONE)

la dégradation s'est accélérée ces dernières années, devrait s'élever à plusieurs dizaines de millions de francs. Il représenterait au total un montant bien supérieur à celui de l'achat, selon des proches du dossier interrogés par *Le Temps*. Il y a quelques années, le château avait été mis en vente pour un prix affiché de 50 millions de francs.

Agent immobilier chargé du dossier depuis plusieurs années, Michel Colatruglio assure avoir été en tractation avec plusieurs intéressés, la difficulté étant de trouver des offres compatibles avec le caractère historique du bien. Un usage pour l'enseignement supérieur est finalement la destination la plus proche de la vocation d'origine, estime-t-il.

Si le contrat de vente a été signé, reste maintenant à mener à terme les procédures de droit public liées

à l'acquisition de biens immobiliers par des étrangers et au caractère partiellement agricole du domaine. Protégé au titre de monument historique, l'ensemble ne devrait pas être substantiellement modifié, selon les mêmes sources, y compris dans l'intérieur des bâtiments. Ceux-ci permettront d'accueillir pour l'enseignement et le logement

## Bientôt un campus

L'ouverture du campus est prévue dans environ deux ou trois ans, le temps de réunir les autorisations nécessaires. «Ce sera un privilège pour nos étudiants [que le communiqué décrit comme de futurs leaders mondiaux] de travailler dans ce cadre historique», souligne

Andrew K. Benton, président de Pepperdine, dans le communiqué. La commune vaudoise de Saint-Légier rejoindra ainsi des villes comme Florence, Heidelberg ou Buenos Aires, sièges d'autres campus extérieurs de l'université californienne.

C'est un bourgeois lyonnais et huguenot, Pierre Cannac, qui a fait construire Hauteville dans les années 1760, après avoir acheté la seigneurie de Saint-Légier. Le grand salon aux murs peints, unique sur les rives lémaniques, a fait la réputation des connaisseurs. En 2009, les syndicats de la région avaient rêvé d'en faire le siège du nouveau musée cantonal des beaux-arts, une idée qui plaisait aux propriétaires mais que le canton n'avait pas retenue. ■

YELMARC ROULET  
@YelmarcR

# Jacques Pitteloud nommé ambassadeur

**DIPLOMATIE** Le Conseil fédéral a nommé le directeur des ressources du Département des affaires étrangères ambassadeur aux Etats-Unis

L'ancien agent secret Jacques Pitteloud s'envole pour Washington. Le Conseil fédéral a nommé vendredi l'actuel directeur des ressources du Département des affaires étrangères ambassadeur aux Etats-Unis.

Le nouveau représentant de la Suisse est un personnage haut en couleur. A la fin de sa carrière militaire, le Valaisan, alors âgé de 38 ans,

était devenu, en 2000, le premier coordinateur des services de renseignement de la Confédération. Il avait rejoint le DFAE en 2006, devenant l'homme des missions sensibles de Micheline Calmy-Rey, notamment lors de la crise des otages suisses retenus en Libye.

Plus récemment, le diplomate a été accusé de tentative de contrainte sur deux hommes d'affaires kenyans impliqués dans une affaire de corruption alors qu'il était ambassadeur au Kenya. Le procureur extraordinaire du Ministère public de la Confédération, Eric Cottier, a classé la procédure en avril. ■ ATS/IT

PUBLICITÉ

**SITUATION EXCEPTIONNELLE**  
Hyper-centre de Lausanne

à vendre  
immeuble surface 1600 m<sup>2</sup>

Immeuble1001@gmail.com

079/106 21 38